



LE GOUVERNEMENT RECONDUIT L'ÉTAT D'URGENCE POUR AMPLIFIER SA POLITIQUE : GRÈVES ET MANIFESTATIONS S'AMPLIFIENT

Les unions régionales d'Île-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL, s'apprêtent à célébrer un funeste anniversaire, un an après le déclenchement de l' « état d'urgence sanitaire » sans cesse reconduit depuis des mois.

Les URIF constatent que non seulement, le gouvernement n'a fait qu'aggraver la situation sanitaire en ne prenant pas les mesures permettant de combattre la propagation de la Covid-19 depuis mars 2020, mais il profite de la situation pour accélérer la destruction des services publics, à commencer par les hôpitaux et les droits sociaux.

Dans l'Essonne, la fusion de trois établissements hospitaliers (Juvisy, Longjumeau et Orsay) doit aboutir à 600 lits d'hospitalisations en moins. La direction de l'AP-HP vient de confirmer la fusion des hôpitaux Bichat (Paris) et Beaujon (Clichy) dans un « campus » à St Ouen (93), aboutissant à la suppression d'au moins 400 lits et 1000 postes, et fermant de fait deux hôpitaux parisiens, après ceux du Val de Grâce et de l'Hôtel-Dieu.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France, quant à elle, vient d'annoncer la déprogrammation de 40% des opérations dans les hôpitaux de la région parisienne, au motif que les services de réanimation sont « *dans une situation de tension très forte* » : parce que le ministère se refuse à augmenter le nombre de lits en réanimation (1050 lits pour 12 millions de franciliens...), le gouvernement décide que des centaines de milliers de malades ne pourront pas se faire soigner et accuse les soignants et la population d'être responsable de la propagation du virus ! INACCEPTABLE !

Dans la suite de ses réformes antisociales, le gouvernement veut mettre en vigueur le 1er juillet la réforme de l'Assurance Chômage qui était en suspens depuis plus d'une année. Selon l'UNEDIC, 840.000 assurés verront leurs allocations baisser. Cette logique, qui ne fait que creuser les écarts et grossir la précarité, ne laisse aucun doute sur le retour de la réforme des retraites dont la majeure partie des salariés du public et du privé avait rejeté en descendant dans la rue durant l'hiver 2019-2020.

Les URIF réaffirment leur exigence de retrait de la « réforme » de l'assurance chômage et de la « réforme » des retraites.

Dans cette situation, les URIF se félicitent de la multiplication des grèves, mobilisations et rassemblements en cours ou à venir en région parisienne, les soutiennent et appellent à les renforcer :

- les étudiants et salariés de la culture, qui occupent actuellement le Théâtre national de l'Odéon et le Théâtre national de La Colline à Paris, pour exiger notamment la réouverture des lieux de spectacle et la reconduction de l' « année blanche » ;
- les agents des services publics territoriaux avec leurs organisations, mobiliser dans toute l'île de France pour refuser de travailler une minute de plus ;
- les enseignants, étudiants et formateurs dans l'éducation nationale, soutenus par les fédérations, en grève le 11 mars pour le retrait de la réforme des concours ;
- les postiers avec leurs organisations, en grève le 16 mars dans plusieurs départements d'Île-de-France, contre les réorganisations en cours ;

- les étudiants et lycéens, qui manifestent à Paris le 16 mars pour dénoncer la situation de grande précarité de la jeunesse qui se traduit par une détresse toujours plus forte des étudiants, et exiger la réouverture des universités, la mise en place d'une réelle protection sociale et la fin de la sélection à l'entrée de l'université avec Parcoursup ;
- les agents des Eaux de Paris avec leurs organisations, en grève illimitée à partir du 17 mars, contre le non-respect des engagements pris par la Mairie envers les agents exposés aux risques amiante ;
- les salariés de Roissy avec leurs organisations, qui organisent une « marche pour l'emploi » le 18 mars, contre le plan de la direction d'ADP qui entraînerait jusqu'à 30 000 suppressions d'emplois sur la zone aéroportuaire et dans la sous-traitance.

Les URIF rejette la volonté du Medef de former avec les confédérations un « *pacte social* » au travers de la mise en place d'un « *agenda social et économique autonome* » sur 8 thèmes, dont le but inavoué est d'intégrer les syndicats à la mise en place des « *transitions* » / destructions en matière de formation, de justice prud'homale, de protection sociale ou encore d'emploi.

Les URIF condamnent la fuite en avant liberticide de l'exécutif, qui présente actuellement au Sénat ses projets de loi « *sécurité globale* » et « *séparatisme* », qui traque et verbalise les jeunes sur les quais de Seine, qui réduit à la portion congrue la liberté de se réunir, jusqu'à fermer la Bourse du travail d'Evry.

Dans ce contexte de politique brutale, les URIF appellent à construire un mouvement d'ensemble dans le public et dans le privé, afin de rejeter la politique du gouvernement et du patronat, pour obtenir :

- Arrêt des suppressions de postes dans la Fonction publique et des suppressions d'emplois dans le secteur privé !
- Augmentation des salaires, des traitements et des minima sociaux !
- Egalité de traitement et de salaires entre les femmes et les hommes !
- Retrait de la « réforme » des retraites ! Revalorisation des retraites et des pensions !
- Abandon de la réforme de l'assurance chômage !
- Rétablissement de la liberté d'expression, du droit à se réunir et du droit de manifester !
- Retrait de la loi « sécurité globale », de la loi « séparatisme » et des décrets sur le « fichage » !
- Levée immédiate de l'état d'urgence sanitaire !

Pour toutes ces raisons, les URIF appellent d'ores et déjà tous les salariés du public et du privé à amplifier le combat contre la répression, contre les violences policières et le soutien aux travailleurs sans-papiers, pour la défense des libertés, pour le retrait du projet de loi « *sécurité globale* » et du projet de loi « *séparatisme* », en appelant à se mobiliser :

- **MARDI 16 MARS DEVANT LE SÉNAT À PARTIR DE 16H**
- **SAMEDI 20 MARS AU DÉPART DE LA PLACE E. ROSTAND À PARTIR DE 13H**

Jeudi 11 mars 2021